
1996663

...i Républi... ...al
et Radical-Socialiste

...ONGRÈS DE PARIS 1919

...éclaration du Parti

présentée au nom de la Commission

PAR

...I. Maurice SARRAUT, Sénateur de l'Aude

Vice-Président du Parti



En vente : au Siège du Comité Exécutif
9, rue de Valois, PARIS (1er)

PARTI REPUBLICAIN RADICAL
ET
RADICAL-SOCIALISTE

COMITÉ EXÉCUTIF : 9, rue de Valois, Paris

DÉCLARATION

Citoyens,

Le Parti républicain, radical et radical-socialiste ent d'affirmer, en ces assises imposantes, la matérialité de son organisation, de sa puissance et sa discipline, sa foi dans l'avenir, l'indépendance de sa pensée, dégagée de tout dogme comme toute servilité, sa fidélité aux principes démocratiques et sociaux qui l'ont toujours guidé, sa me résolution de poursuivre l'application intégrale du programme qu'il n'a cessé, depuis Nancy, l'harmonisant avec les besoins nouveaux de société en perpétuelle évolution, de réaliser largement par son action parlementaire. C'est en toute illance qu'au moment où va succéder, à l'ère p longue d'un silence étouffant, le libre choc idées et des doctrines, il s'apprête à faire appel jugement impartial de tous les citoyens français et, s'expliquant clairement, qu'il les met d'ores déjà en mesure d'apprécier à la fois son action s le passé, ses desseins pour l'avenir.

La Voix des Morts

ous sortons de la guerre. Cette guerre, la République ne l'a pas voulue. La France était pacifique. Elle n'attendait que de la conscience humaine, ieux éclairée, plus juste, la réparation des ini-

quités dont, cependant, en sa chair meurtrie, elle souffrait depuis un demi-siècle. Elle vivait, calme, laborieuse, poursuivant sa tâche de travail et d'émancipation... Mais, à côté d'elle, un Empire de proie préméditait l'agression sauvage et sans merci. Après une longue série de provocations dont la clairvoyance et le sang-froid de nos gouvernant surent fermement déjouer les calculs insolents ; après que nous eûmes épuisé toutes les chances et toutes les possibilités d'éviter le cataclysme effroyable, l'heure redoutable vint où il fallut que notre pays défendît son existence menacée.

L'héroïsme de nos Soldats — les plus grands que l'Histoire ait jamais connus — (*Acclamations*), les exploits sans pareils de ces poilus, qui du Danube à la Manche, ont, à côté de leurs chefs immédiats, durant l'éternité de cinquante-deux longs mois, combattu âprement, farouchement, pour refouler le Barbare, et l'ont finalement terrassé ; la fermete admirable de la Nation, le dévouement de tous ses fils — vieux et jeunes, femmes et enfants — ont sauvé la Patrie, délivré d'un esclavage de fer ces sœurs bien-aimées de nos provinces françaises, l'Alsace et la Lorraine ; libéré, dans le fracas retentissant des trônes qui s'écroulaient, les nations opprimées ; assuré définitivement la victoire du Droit et le Triomphe de la Civilisation.

Cette œuvre immense s'est accomplie sous l'égide de la République, une et indivisible et grâce aux mâles générations qu'elle a su former. (*Nouvelles acclamations.*) Plus tard, quand tous les faits seront connus, justice sera rendue au Parlement qui, dans ces heures terribles, a donné à la Défense Nationale le meilleur de lui-même, son concours total, son activité patriotique, loyale et incessante ; les élus de notre parti pourront affronter, le front haut et l'âme sereine, le verdict que portera sur eux l'avenir. Ce verdict dira que, le placé dans les circonstances les plus tragiques,

Parlement français, digne héritier des Assemblées révolutionnaires, a su se montrer à la hauteur des devoirs que le Destin lui imposait. (*Applaudissements.*)

Mais, pour parvenir, par les plus durs chemins, aux cimes d'où l'aube radieuse de la Victoire lui est apparue, notre pays a dû subir tous les deuils, toutes les souffrances. Quinze cent mille de ses enfants, — les plus beaux, les plus fiers, les plus braves — ont payé de leur noble et précieuse existence la rédemption de la Patrie ; un million de leurs frères d'armes sont revenus au foyer familial atteints dans les sources profondes de la vie, mutilés, réformés, meurtris par les combats surhumains auxquels ils ont participé. L'élite de notre jeunesse est fauchée ; et dans nos villes, dans nos villages, la mort cruelle a semé la tristesse et le désespoir dans d'innombrables demeures.

La première obligation — elle est sacrée ! — qui s'impose à nous, survivants de ces immenses sacrifices, c'est que le vœu des Grands Morts soit entendu et respecté et qu'il trouve un écho éternel dans la Conscience Nationale. (*Acclamations.*) Nous devons nous souvenir qu'ils sont tombés, d'abord, pour que la France vive, ensuite, pour l'avènement d'un monde nouveau où la Justice se substituerait à l'iniquité, où la Force ne serait plus le suprême recours de l'Humanité, où la Raison finirait par dominer les instincts obscurs qui poussent les hommes à s'entre-déchirer. Nous ne serions pas dignes de l'exemple stoïque qu'ils nous ont légué, si, tristement oublieux de leur martyre, nous n'apportions pas enfin dans notre vie publique, une mentalité épurée au creuset de toutes leurs douleurs. (*Vifs applaudissements.*)

L'Union nécessaire pour la France

Les problèmes qui s'imposent à notre attention sont si graves, si divers, si nombreux, que la volonté la plus énergique de quelques hommes ne saurait suffire à en assurer la réalisation. De même qu'il a fallu, pour gagner la Victoire, que chacun de nos poilus sacrifiât tout, intérêts, situation, famille, bien-être, repos, santé, existence même au salut du pays, de même il faut, pour panser les blessures de la France meurtrie, guérir les dévastations dont elle reste affligée, assurer son organisation nouvelle, préparer sa grandeur et sa prospérité, un effort unanime et des sacrifices de toutes sortes auxquels doivent, sans hésitation, participer tous les bons citoyens. C'est à leur union que nous faisons appel, non pas dans un intérêt égoïste de parti, mais par souci primordial de l'avenir de la Patrie.

C'est la restauration de la France qui importe, c'est à elle seule que nous devons songer. (*Longs applaudissements.*)

Moins d'étiquettes, moins de formules qui divisent, mais une seule pensée dans une seule âme : rendre à notre cher pays, après ses épreuves, la sécurité et le repos réparateurs et restituer la prospérité morale et matérielle à notre patrie, qui l'a tant méritée. Là, et non ailleurs, est notre plus impérieux devoir. (*Bravos.*)

Appel au Travail

Comment y parvenir ? Par le travail, d'abord. La paix, saluée d'un immense cri d'allégresse, ne nous a pas donné la félicité qu'on en attendait. Il serait vain de nier que nous traversons une crise morale dont la gravité n'échappe d'ailleurs à aucun esprit attentif.

Cette crise, elle est à la fois intellectuelle, sociale, économique, financière. Elle réside dans l'absen

de cette autorité morale, qui, basée sur la discipline librement consentie, détermine les citoyens, convaincus de l'utilité de leurs efforts, à subordonner à l'intérêt général leurs conceptions particulières. (*Applaudissements.*) Elle s'aggrave dans l'irritation des besoins insatisfaits de tout un prolétariat administratif, auquel on a marchandé trop longtemps les moyens de vivre honorablement. (*Nouveaux applaudissements.*) Elle s'accuse dans le déficit d'une production, impuissante encore à prendre son élan et à rétablir l'équilibre sans lequel la Cité demeurera convulsée.

Il faut y parer et y parer au plus vite, pour éviter que les lourdes difficultés actuelles ne dégénèrent en un danger social. Plaçons-nous donc en toute conscience, en toute bonne foi, en face de l'angoissant problème et tâchons de l'élucider.

Notre pays veut être dirigé et gouverné, non pas au profit de telle coterie ou de tel groupe, (*Acclamations répétées*) mais au profit de la France et de la République, qu'il ne sépare pas dans son affection. Ce qu'on appelle camaraderie, il le nomme faiblesse. (*Nouvelles acclamations.*) De grands devoirs naissent pour les hommes qui auront à diriger ses destinées demain. Il faut que ceux qui auront à les remplir soient dignes, par leur passé, par l'éclat de leurs services, par leur compétence, par leur probité, de l'honneur qu'ils auront assumé. (*Vifs applaudissements.*) Il faut ensuite que, pleinement responsables eux-mêmes de leurs erreurs et de leurs fautes, ils établissent, à tous les degrés, la même responsabilité pour le plus élevé comme pour le plus humble de leurs collaborateurs. Ayant assuré à ceux-ci une vie honorable et digne, tant au point de vue pécuniaire qu'au point de vue moral, par un statut garantissant leur liberté civique, la plénitude de leurs droits, y compris le droit syndical ; la justice dans l'avancement, la récompense de leurs mérites, ils devront exiger de ces mêmes collaborateurs le respect de l'autorité morale que la Nation aura

passagèrement déléguée, pour le bien de tous, entre les mains des chefs, comme aussi la fidélité aux institutions républicaines. Pour que l'ordre règne partout, il faut qu'il commence par régner en haut. (*Applaudissements répétés.*)

Notre pays veut vivre, et il ne saurait, sans péril, demeurer à la merci de la concurrence mondiale qui s'organise autour de lui. Produire avec intensité, produire avec acharnement, c'est la seule voie de salut qu'il ait devant lui.

Disons à tous nettement, résolument : des temps nouveaux s'annoncent, où la richesse improductive sera forcément l'ennemie. Tout être qui peut travailler — quels que soient son origine, sa fortune, son orgueil — tout être doit faire œuvre utile selon ses aptitudes, ses moyens, ses goûts. Le parasite est un paresseux que la France n'a plus le moyen de nourrir (*Longs applaudissements*) ; l'oisif ne mérite que dédain et mépris. L'obligation au travail doit s'inscrire, plus profondément encore que dans nos lois, dans nos mœurs, car l'activité créatrice est pour notre pays une question de vie ou de mort. A ceux qui possèdent le plus, il appartient de donner l'exemple, en consacrant largement à la renaissance industrielle du pays les capitaux qu'ils ont acquis. Ils feront encore le meilleur des placements, car la paix sociale ne sera maintenue que dans et par le travail...

La Politique Sociale

Ce travail, nous le voulons accompli dans le bien-être et la fraternité. La République a créé la liberté ouvrière et maintenu contre les résistances furieuses des oligarchies la reconnaissance définitive, le respect du droit syndical et la limitation des heures de travail. Elle n'y laissera pas porter atteinte. (*Applaudissements prolongés.*) Une autre tâche s'impose dorénavant à elle : harmoniser les rapports du capital et du travail avec

évolution profonde qui s'est faite dans les esprits, et tout en veillant avec fermeté au maintien de la propriété individuelle, donner aux travailleurs le sentiment exact qu'ils peuvent attendre avec confiance de la légalité la reconnaissance de tous leurs droits légitimes.

La rénovation qu'il faut ainsi réaliser demande, sous l'égide de l'Etat, une collaboration loyale et franche de tous les éléments de la production, patrons et techniciens, ouvriers et employés : de même que le patron, par les contrats collectifs de travail, entre résolument dans la voie des solutions neuves et des ententes hardies, de même il faut que la masse des travailleurs, consciente du rôle décisif qui lui est dévolu, apporte à cette collaboration le cœur et l'élan indispensables, et qu'en retour elle recueille la preuve, non par des paroles, mais par des *actes*, que la loi républicaine lui ouvre largement toutes les avenues, qu'elle assure sa liberté morale et physique, son avenir, son bien-être : en un mot *son égalité de chances*, au regard de quiconque, dans la vie.

Entre la politique d'hostilité sournoise à l'égard de la classe ouvrière, et celle de loyale confiance en elle, nous avons depuis longtemps choisi. (*Vifs applaudissements.*) C'est en la seconde seule que nous avons foi. Nous ne dirons cependant jamais aux travailleurs qu'ils n'ont que des droits, qu'ils peuvent ignorer leurs devoirs ; ceux-ci, comme ceux-là, sont à la base même des sociétés civilisées et doivent être pareillement respectés.

Quand l'ouvrier, citadin ou rural, sentira qu'il est, en toute occasion, appelé à délibérer, par ses représentants qualifiés, sur la situation qui l'intéresse ; que ses avis sont écoutés ; que sa participation à la direction des destinées du pays, comme à la gestion de l'entreprise à laquelle il appartient est effective et certaine ; que la collectivité, loin de songer à abuser de ses offres, les ménage et les soutient comme un bien précieux ; qu'elle les préserve par de bonnes lois sociales ;

quand il saura la santé délicate de la femme protégée et défendue ; l'hygiène répandue à flots dans les moindres bourgades ; l'alcoolisme meurtrier pourchassé ; la vie chère énergiquement combattue ; quand il apercevra la nation se penchant attentive et aimante sur le berceau de l'enfant naissant, et s'efforçant plus tard, de lui ouvrir toutes grandes les barrières de l'avenir ; quand il la verra entourer de plus de sollicitudes ceux-là mêmes de ses fils qui sont le plus déshérités, alors le travailleur comprendra que des temps nouveaux sont venus et que le sacrifice de ses frères innombrables n'est pas demeuré vain ! (*Longs applaudissements.*)

Le Traité de Paix

Le labeur même le plus assidu, le plus enthousiaste, ne suffira pas cependant à accomplir la tâche formidable qui s'impose à la France nouvelle.

L'exécution stricte du traité et une politique économique hardie et neuve s'imposent comme une évidente nécessité.

Nous ne sommes pas de ceux qui souhaitent l'éternité de la haine entre les peuples. Nous répèterons volontiers avec Anatole France : « Amis, faites haïr la haine. Exaltez le travail et l'amour ! Formez-nous des hommes raisonnables, capables de fouler aux pieds les vaines splendeurs des gloires barbares. » Mais le plus sûr moyen de tuer la haine, c'est d'instaurer la Justice dans le monde. Où la Justice disparaît, la Civilisation ne peut plus vivre. (*Applaudissements.*)

S'il était admis demain que l'Allemagne ne supporte pas *matériellement* les conséquences de son crime et qu'elle n'est pas réduite à l'impuissance de le recommencer, quel recours matériel ou moral subsisterait pour ses victimes ? Et quelle leçon demeurerait pour ceux qui seraient tentés de l'imiter ?

C'est donc à la fois une nécessité de justice, et
seule précaution qui puisse être prise pour l'ave-
r, que de contraindre l'Allemagne et aux pré-
utions et aux réparations intégrales auxquelles
le a fini par souscrire. Ces réparations, on les
nnaît : si on les compare aux dommages subis,
les sont largement insuffisantes. Mais telles
uelles, nous devons les exiger, jusqu'au dernier
ntime, avec une vigilance sans arrêt et une fer-
eté inébranlable. (*Vifs applaudissements.*)

Il convient qu'il n'y ait aucun doute, aucune hési-
tion parmi nous. *Nous nous refuserons nette-
ent à dégager l'Allemagne de l'une quelconque
s obligations qu'elle a souscrites.*

L'Allemagne peut payer. La démonstration sai-
ssante en a été apportée à la tribune du Par-
ment. Ses usines sont intactes, son industrie en
eine activité, sa main-d'œuvre abondante, ses
pacités formidables. Nous sommes, nous, en pré-
nce d'une France appauvrie, exsangue, dévas-
e. Aux auteurs du mal, il appartient de le répa-
r. Sur ce point, nous ne serons dupes d'aucune
mpagne de soi-disant fraternité internationale et
us n'accepterons aucune transaction. (*Applaudis-
ments enthousiastes et répétés.*)

Mais, ceci dit, les réparations allemandes ne
ffiront pas à nous redonner la prospérité sans
uelle la vie de la France serait perpétuellement
oublée par des crises économiques et sociales.
ur rendre à notre change, son élasticité et sa
nne tenue, pour abaisser le coût de la vie, pour
us permettre de payer les lourds impôts qui nous
tendent, il nous faut une politique de réalisa-
ons immédiates et hardies.



Le Problème Agricole et Viticole

Il faut que nous ayons une politique agricole toute nouvelle. Cessons d'opposer les consommateurs aux producteurs, alors que leur ennemi commun, c'est la spéculation. (*Vifs applaudissements.*) Créons l'abondance du produit pour que la loi même de l'offre et de la demande, délivrée de l'intervention incessante des louches intermédiaires qui la faussent, puisse jouer son rôle pondérateur. L'Etat a un double devoir ; celui de se montrer impitoyable pour tous les trafiquants qui font hausser les produits nécessaires à l'existence et de les traquer sans merci ; le second, mettre à la disposition des agriculteurs tous les moyens de produire beaucoup, et dans des conditions de prix raisonnables. D'immenses usines, élevées pour les œuvres de guerre, restent mornes et inactives, et bientôt seront délabrées ; qu'elles deviennent autant de foyers de production d'engrais chimiques et de superphosphates ; que des canaux d'irrigation jaillissent des fleuves et des rivières ; que la motoculture soit encouragée, soutenue, abondamment répandue partout ; que les terres inexploitées et incultes soient mises, avec le concours financier de l'Etat, à la disposition des Combattants de la grande guerre (*Vifs applaudissements*) ; que les champs d'expérience soient multipliés partout ; que l'enseignement agricole soit obligatoire dans toutes les écoles de France ; que le mouvement coopératif, syndical et fédéral qui pousse les producteurs et les consommateurs à s'associer, soit encouragé, constamment soutenu ; que le crédit agricole soit largement développé ; que des tarifs de transport favorables soient appliqués aux produits agricoles ; que toutes les manifestations de l'activité rurale trouvent le plus large appui auprès des pouvoirs publics ; et, certain d'être écouté, certain d'être défendu et entendu, le cultivateur auquel répugnent des réglementations surannées, se remettra avec ardeur à sa tâche bienfaisante, sans qu'il soit besoin de vouloir l'y contraindre

par des lois dont la fréquence déjoue mal l'impuissance effective. Le dépeuplement de la terre est un fait terrible et douloureux, parce que la masse rurale a donné sans compter son sang pour la patrie. Nous n'y remédierons qu'en assurant aux cultivateurs des conditions d'existence en rapport avec leur rude labeur.

Pour la viticulture, même politique de protection raisonnable et sage, de soutien contre la fraude, d'appui cordial pour son développement. Il y aurait une amère injustice à la rendre responsable des spéculations auxquelles elle demeure étrangère et dont elle n'a jamais tiré bénéfice ; il serait fou de décourager l'admirable effort des vignerons, et de tuer ainsi, en les ramenant à l'incertitude des mauvais jours, les immenses ressources que le budget tire de leur labeur et de leur industrie. L'intérêt de l'État, l'intérêt de la collectivité est en cette matière lié à l'intérêt même des soixante départements français qui cultivent la vigne. (*Vifs applaudissements.*)

Les Transports

Il nous faut également une politique toute nouvelle de transports. Le pays entier souffre de la désorganisation des chemins de fer, du manque de méthode qui préside à leur fonctionnement. Les réseaux restent les uns vis-à-vis des autres compartimentés et clôturés comme par des murailles de Chine. Ces murailles doivent être abattues, et l'intérêt supérieur du pays doit dominer l'intérêt particulier de tels ou tels groupes. (*Applaudissements*). Il n'est pas admissible qu'on exige de la nation d'énormes relèvements de tarifs sans lui donner le droit d'imposer une forme nouvelle à un régime qui marche à grands pas vers la faillite totale. La solution de ce problème capital des transports est de toutes peut-être la plus urgente et la plus nécessairement immédiate. Le rachat des chemins de fer et leur exploitation par

l'État sont des solutions auxquelles nous n'hésiterons pas à recourir si les Compagnies continuent à se montrer inférieures à leur tâche ou se refusent à appliquer les réformes profondes et immédiates qu'exige dans leur direction, leur organisation, leur contrôle, l'intérêt supérieur de la France. *(Applaudissements répétés.)*

Il nous faut une marine marchande, il nous faut une politique coloniale. Les deux problèmes se lient : la France, en temps de guerre, a payé aux nations alliées et neutres un tribut de onze milliards pour ses transports maritimes. Quelle flotte ne construirait-on pas avec ce monceau d'or ? On ne l'a pas pu, a-t-on dit, parce qu'on forgeait des canons. Mais rattrapons, et vite, le temps perdu. Nos colonies renferment d'immenses richesses. Elles nous fourniront demain en abondance les matières premières que nous transformerons et exporterons à notre tour. Donnons-leur l'essor qu'elles attendent et délivrons leurs initiatives des routines administratives qui les paralyseraient. Ayons une politique indigène largement humaine, largement fraternelle. *(Applaudissements répétés.)* Considérons nos possessions lointaines comme des associées et non comme des vassales. Leurs fils ont versé leur sang à côté des nôtres. Elles ont donné au pays un million de combattants et d'ouvriers de guerre. *(Nouveaux applaudissements.)* Elles nous sont attachées par un loyalisme profond. Payons-les de retour, et nous trouverons en elles de magnifiques ressources pour le relèvement matériel de la patrie.

Il nous faut enfin réaliser le grand programme des travaux publics. Sur ce point, n'hésitons pas à consentir tous les sacrifices nécessaires : c'est une question de salut pour notre pays. La captation des forces contenues dans nos chutes d'eau et dans nos rivières et non encore utilisées rendra possible une économie considérable de main-d'œuvre, suppléera à l'insuffisance de l'extraction charbonnière, stimulera la production agricole, par le dévelop-

pement à bref délai certain du machinisme électrique.

Creusons les canaux, aménageons les ports, transformons notre outillage économique, exécutons sans retard les travaux dont les avant-projets, cependant pour la plupart approuvés par les Chambres, dorment dans les cartons des ministères. Ainsi nous apporterons la richesse et la vie sur toute l'étendue de notre territoire.

Les Régions dévastées

Mais, parallèlement à cette tâche, il en est une sacrée pour tous les Français, à quelque région qu'ils appartiennent, et qui doit s'imposer à eux comme une dette d'honneur. C'est la reconstitution des malheureuses régions dévastées.

Nous devons à nos frères du Nord et de l'Est plus que de la sympathie verbale, nous tous, dont les provinces heureuses ont été épargnées par la guerre. Nous leur devons un appui effectif, une solidarité agissante. Leur cause est notre cause. Nous souffrons, pour eux et pour nous, de l'impéritie dont ils sont victimes ; nous n'aurons point de repos tant que les populations si durement éprouvées par cinq années de douleurs et de misères ne recouvreront pas l'abri, les moyens de travail, et n'auront pas recueilli les indemnités auxquelles elles ont droit. Nous en faisons ici le serment. (*Acclamations.*)

Le Problème Financier

Reste le problème financier. Pour que la France puisse supporter les charges de la paix, après celles effroyables de la guerre, il lui faut de puissantes ressources.

Il y a un équilibre, dans l'incidence de l'impôt, qui ne saurait être dépassé sans compromet

tre la vitalité du commerce et de l'industrie et sans augmenter encore la cherté de la vie. Recourir à l'impôt, sans lui donner un aliment nouveau serait frapper le contribuable d'un fardeau écrasant. Recourir encore à l'emprunt, serait ruiner la France. Continuer à augmenter la circulation fiduciaire et à imprimer du papier-monnaie, serait tuer son crédit. (*Vifs applaudissements.*)

De toute nécessité, il nous faut donc augmenter les sources de richesse, pour qu'à leur tour elles viennent, dans une juste mesure, alimenter de leurs apports réguliers les caisses de l'Etat. Le pouvons-nous ? Qui en oserait douter ? La marque française, le produit français, sont et seront recherchés dans le monde préférablement à aucun autre. C'est à nous de fournir l'effort nécessaire pour qu'ils puissent largement disputer à leurs rivaux les marchés mondiaux. Nous n'y parviendrons qu'en réclamant de nos alliés, fièrement, sans bassesse, le concours qu'ils nous doivent (*Applaudissements prolongés*), en mettant en œuvre toutes nos facultés de production, en tirant parti de tous nos avantages, en modernisant notre outillage, en pratiquant une politique hardie de rénovation économique, en surexcitant l'activité de notre industrie et de notre commerce, en leur facilitant, par tous les moyens possibles, l'exportation et la diffusion de leurs fabrications sur tous les points du globe.

Mais pour y parvenir, il nous faudra commencer par réformer notre administration. (*Vifs applaudissements.*) Elle a donné sa mesure — sa faible mesure — dans les années que nous venons de vivre ; en présence des difficultés, sans doute graves qu'elle devait affronter, elle a montré trop souvent une incapacité et une timidité qui ne sont plus de mise. Elle est mal organisée, mal outillée, mal dirigée, et surtout beaucoup trop centralisée.

Le premier effort du gouvernement de demain devra viser l'administration des finances. Elle n'est pas en état d'apporter dans le problème financier

les solutions hardies et neuves qui s'imposent. Les impôts sont établis au petit bonheur, et sans études suffisantes. Un impôt nouveau est une chose grave, qu'il ne faut pas créer sans avoir calculé ses répercussions. Or, combien de projets hâtifs, mal préparés, ont dû être remis sur pied, au hasard des incidents de séance, par un Parlement qui ne possédait pas toute la documentation nécessaire, et qui était obligé d'improviser des solutions plus ou moins heureuses ?

Ce système empirique a fait son temps. (*Vifs applaudissements.*) Il faut au ministère des Finances une direction spéciale — bien facile à former, sans autres frais, avec les éléments surabondants des autres services — et dont la tâche essentielle soit de préparer, de recueillir, de coordonner tous les éléments d'établissement des impôts, en se préoccupant d'abord de leur répercussion en France, en suite des exemples recueillis à l'étranger.

Nous serons dans l'obligation de perfectionner l'impôt sur le revenu, qui tout en maintenant à la base une exemption en rapport avec le coût croissant de la vie et les charges de famille, devra procurer un rendement beaucoup plus élevé que celui obtenu actuellement ; de remplacer la taxe actuelle sur les paiements par une contribution plus judicieusement assise, qui triplerait ou quadruplerait vraisemblablement son produit ; nous prélèverons certainement sur les profiteurs de la guerre ou les bénéficiaires de plus-values immobilières, industrielles ou commerciales importantes, un impôt légitime.

Mais bien d'autres solutions procureront encore à notre budget les ressources qui lui seront nécessaires ; parmi celles qui s'imposent, il ne faut pas hésiter à comprendre la participation de l'Etat au produit de toutes les richesses qui sont du domaine de la collectivité ; les monopoles de fait, les concessions de toutes sortes, les mines, les exploitations privilégiées concentrées en un petit nom-

bre de mains, et qui doivent subir leur part du fardeau social. (*Applaudissements répétés.*) En matière d'impôt, nous voulons la justice et nous restons fidèles à cette formule de la Déclaration des Droits de l'Homme, que chacun doit le supporter en raison de ses facultés. Nous n'hésiterons pas plus, quelles que soient les résistances que nous pourrons rencontrer, à exiger que chacun paye son dû, que nous ne reculerons devant la nécessité — non moins inéluctable — d'imposer la suppression des dépenses inutiles, dont l'abus criant s'est incroyablement développé pendant la guerre. (*Nouveaux applaudissements.*)

Il faut en finir avec la politique des demi-mesures fiscales. Le régime bancaire est tout entier à remettre sur pied . la haute finance ne s'est jamais souciée du développement industriel de la France et elle a réservé toute son activité aux emprunts lui rapportant de grosses commissions. Il est urgent de la contraindre à pratiquer une politique financière moins égoïste et plus nationale. (*Longs applaudissements.*)

L'Armée de Demain

Il faut en finir aussi — non pas avec les dépenses militaires, hélas ! — mais avec leurs excès. Certes, nous ne méconnaissons pas les lourds devoirs que nous impose la paix, telle qu'elle a été conclue. Nous demeurons les sentinelles de la Civilisation sur la rive gauche du Rhin. Ou bien l'Allemagne s'amendera, ou bien — et c'est, hélas ! le plus probable — elle couvera au fond d'elle-même l'envie et la haine. C'est pour nous un devoir, dans l'incertitude où nous sommes, de demeurer armés. (*Applaudissements répétés.*) Mais il y aurait une exagération singulière à prétendre que, sous peine de voir notre sécurité menacée, nous sommes contraints de supporter le poids écrasant d'une cuirasse trop lourde. Débarrassons-nous de cette mentalité de vaincus et ayons la juste fierté et les

avantages matériels de notre victoire ! Les Etats-Unis, l'Angleterre, ont supprimé la conscription ; nous devons, nous, la maintenir, parce que notre mission est de veiller pour tous. Nous pensons fermement que la réduction immédiate à un an, et bientôt au-dessous (*nouveaux applaudissements*) du service militaire peut être rendue possible par la préparation militaire obligatoire de la jeunesse et par l'utilisation des contingents coloniaux. Nous n'envisageons pas en toute sincérité comme nécessaire une prolongation plus grande du service militaire et pensons que, disposant ainsi d'une armée de 350.000 hommes, auxquels viendraient immédiatement se joindre les réserves, notre pays pourra travailler, en toute sécurité, étayé par des accords fortifiés avec l'Angleterre et les Etats-Unis, à la condition bien certaine que les alliés et la Société des Nations exercent sur l'Allemagne la vigilance rigoureuse des contrôles indispensables.

Car, dans notre espérance et dans notre pensée, la Société des Nations devra prendre en Europe, dans le monde de demain, un rôle de plus en plus large, de plus en plus actif. C'est en elle que résident l'espérance aujourd'hui, et demain, nous y comptons, l'assurance d'un avenir meilleur pour l'humanité. Assez de massacres et de tueries ! (*Acclamations.*) Il ne faut pas que nos enfants revivent le martyre de leurs pères.

L'Enseignement

Nos enfants ! nous devons passionnément former leur âme pour le beau et pour le bien. Si la France a tenu — tandis que la Russie illettrée s'écroulait — c'est parce que ses fils, issus de vieille souche et de forte race, étaient conscients totalement, quelles que fussent leurs origines et leurs croyances, de la grandeur du devoir qui s'imposait à eux ; la plupart, d'ailleurs, avaient été formés par notre école laïque (*applaudissements*) : ils y avaient appris la noblesse et la grandeur du sentiment de

la patrie, pour laquelle cinq mille de leurs maîtres se faisaient tuer (*acclamations*), et ils savaient pourquoi ils se battaient. Enseignons maintenant aux fils de nos soldats à aimer d'une tendresse plus grande si possible la France rayonnante et blessée ; donnons, indistinctement et largement, à tous ceux qui seront capables de les suivre avec fruit, en supprimant les bourses trop souvent accordées à la faveur et en les remplaçant par la gratuité pour les moins fortunés, donnons-leur l'accès des degrés supérieurs de l'enseignement ; sans toucher à l'esprit même de la culture classique qui a formé le haut idéalisme de notre race (*nouveaux applaudissements*), revisons nos programmes d'enseignement, pour les rendre plus souples, plus pratiques, plus modernes ; répandons l'étude des langues étrangères ; faisons voyager nos écoliers non seulement en France, mais au dehors ; développons le souci de l'hygiène, des exercices corporels ; accoutumons les enfants au travail manuel ; ne les laissons pas sans guides et sans conseils, dès leur certificat primaire obtenu, mais créons pour eux, de quatorze à dix-huit ans, des cours complémentaires qui achèveront de former en eux l'âme de bons citoyens ; fournissons à leurs maîtres dévoués, avec le bien-être social, l'indépendance morale à laquelle ils ont droit ; défendons enfin l'école laïque contre toutes les attaques directes ou sournoises, et ainsi nous formerons des générations dignes de leurs aînées. (*Vifs applaudissements.*)

Les Victimes de la Guerre

A côté de ces problèmes d'ordre général, que d'autres nous attendent encore, d'une saisissante actualité ! La guerre est encore là, s'imposant à notre esprit par ses terribles conséquences. C'est le douloureux cortège des veuves et des orphelins, des vieux parents privés de leur soutien et de leur appui, et vers lesquels nous attirent les élans d'une indicible tendresse... C'est la cohorte tragique des

Mutilés de la grande guerre et des Réformés, qui ont donné le plus pur de leur sang et le meilleur de leur cœur pour la patrie... Ce sont les Combattants, revenus par miracle, après cinquante-deux mois de souffrance, de périls, de courage surhumain et stoïque...

A tous, nous devons autre chose que des paroles de commisération ; nous devons la *Justice* (*acclamations enthousiastes*) pour les sacrifices inouïs qu'ils ont supportés ou les incomparables services qu'ils ont rendus à la patrie. Ils ont, les uns et les autres plus que quiconque le droit de parler haut et ferme ; et notre devoir, à nous, dans ce Parti auquel appartiennent tant de Morts de la Grande Guerre, notre devoir est, en toutes circonstances, de défendre leurs droits, de les aider à obtenir les avantages matériels, moraux qu'ils peuvent revendiquer d'autant plus fièrement que ces droits, ils ont été conquis au péril de la vie. Voyez-vous, citoyens, dans cette guerre, les uns ont trop profité, les autres ont trop souffert. C'est à côté de ceux qui ont souffert que nous nous rangeons résolument. (*Salves d'applaudissements.*)

L'Attitude du Parti aux prochaines Élections

Voilà l'œuvre qui attend le Parti radical et radical-socialiste dont la majorité du Parlement français, agrandi et vivifié par le retour bienheureux des représentants de l'Alsace et de la Lorraine, sera formée demain, car il représente l'opinion réfléchie de notre pays. Cette œuvre est si grande que pas un seul de nos militants ne lui marchandera son concours dévoué, que pas un républicain, pas un démocrate ne saurait lui refuser son effort.

Les luttes politiques vont recommencer, mais nous ne ferons rien pour leur donner, en aucune circonstance, le triste caractère de luttes personnelles, de combats fratricides. (*Applaudissements répétés.*) Nous sortons mûris de la grande épreuve

et nous savons que côte à côte, patriciens et prolétaires, bourgeois et ouvriers, croyants et sceptiques ont versé leur sang pour la plus noble et la plus belle des causes. (*Nouveaux applaudissements.*) Nous laisserons à d'autres la triste responsabilité de diviser à nouveau, s'il leur plaît, la France qui a tant besoin d'union. (*Acclamations.*)

Mais nous ne cacherons pas non plus notre drapeau. (*Applaudissements.*) C'est notre devoir, au moment où les destinées de la République vont être mises en jeu, de proclamer notre attachement indéfectible à l'idéal politique, démocratique et social que nous avons servi toute notre vie. Notre Parti ne reniera aucun de ses actes, aucune de ses convictions. Il se présentera à ses juges, aux électeurs français, la conscience en repos, parce qu'il est certain d'avoir accompli tout son devoir. Par étapes successives, il s'est efforcé de préparer à tous ceux qui peinaient et souffraient une destinée meilleure. Son œuvre sociale est immense et féconde. Son œuvre de guerre ne l'est pas moins. Aux prises avec les plus redoutables responsabilités qu'il eût été jamais donné à des dirigeants de connaître, il a tenu, par ses hommes et par ses chefs, tête à l'ouragan avec une telle fermeté que la France sort relevée et grandie du désastre où l'avait conduite l'Empire. (*Acclamations.*)

Aux fédérations départementales, qui constituent le meilleur de ses cadres, notre Parti laisse pleine liberté, en ses réunions et ses Congrès, pour le choix des candidats. Mais en leur rappelant qu'avec la nouvelle forme de scrutin, la discipline étroite, rigoureuse, est l'indispensable condition du succès, il exige d'elles que les alliances qu'elles contracteront ne prêtent pas à la moindre équivoque. (*Vifs applaudissements.*) Le Parti radical et radical-socialiste admet toutes les croyances et n'en persécute aucune. Mais il tient pour irrévocables les lois fondamentales de la République et ne supportera pas qu'il y soit porté atteinte. Il blâmerait sévèrement toute concession à l'esprit de réaction, de

[ex]trémisme et d'aventure et désavouerait nettement ceux de ses membres qui, par de bas calculs électoraux, commettraient l'indigne faiblesse de trahir leur idéal et leur parti. Mieux vaut succomber avec son drapeau que triompher dans le mensonge. (*Longs applaudissements.*)

Fidèle à son passé, ne connaissant d'autres ennemis à gauche que ceux de la patrie (*applaudissements répétés*), il n'entend pas non plus prêter complaisamment un appui conscient ou inconscient à ceux qui affichent le dessein de préparer par la violence le bouleversement social et mèneraient, si par malheur ils étaient suivis, la France aux abîmes. (*Nouveaux applaudissements.*) Notre Parti veut préparer et réaliser le progrès social, sans lui assigner des limites, mais il condamne l'anarchie. Il n'admet aucune dictature — qu'elle soit celle d'un homme, qu'elle soit celle d'une classe — (*Applaudissements répétés.*) Disposé à mettre sa main loyale dans celle de tous les socialistes patriotes qui peuvent, sur certains points, avoir des conceptions sociales différentes des siennes (*applaudissements répétés*), il ne saurait, à aucun degré, en aucune circonstance, se faire le complice des fauteurs de désordre qui iraient puiser leur détestable idéal dans les conceptions de barbarie et de tyrannie cynique que constitue le régime du communisme bolcheviste. Avec eux, il n'a, ne peut avoir et n'aura rien de commun. (*Acclamations.*)

Pour assurer à la France victorieuse, mais exsangue et épuisée de son gigantesque et sanglant effort, dans la paix enfin revenue, tous les fruits d'une victoire dont les conséquences demeurent immenses pour elle et pour le Monde, pour lui assurer la prospérité et l'essor mérités par ses sacrifices surhumains et son immortel génie, pour panser ses blessures encore ouvertes, pour donner aux héros qui nous reviennent, après tant d'infinies souffrances, des jours plus heureux, nous pensons, vous penserez avec nous qu'une seule politique est possible, celle que nous venons de vous exposer, politique de réformes morales, éco-

nomiques, sociales et financières hardies, pou
vies résolument, sans compromission d'au
sorte, par tous les bons citoyens qui veulent,
l'ordre et la légalité, que la démocratie fran
réalise mieux chaque jour son idéal de ju
d'égalité et de fraternité.

Imprimerie Française : Maison J. DANGO
123, rue Montmartre, Paris (2e
Georges Dangon, imprimeur.

